



Ringierie sauce libre
Jean Charest, le grand semeur...
de zizanie en page 2

Ce journal est
GRATUIT!

Le logement : portrait d'une crise
en page 5

Le Centre famille Haute-Ville en danger

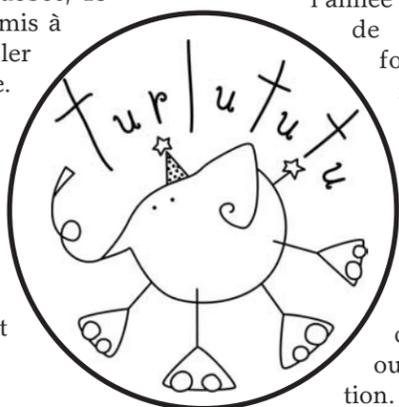


Photo Centre famille Haute-Ville

Par Amélie Tendland

Pour le Centre famille Haute-Ville, fini, le « fond(s) de tiroir » que lui versait la Régie Régionale de la santé et des services sociaux de Québec. Cette nouvelle directive menace grandement l'existence de l'organisme communautaire né en 2001. Cependant, la mobilisation s'organise.

Le « fond de tiroir », c'est ce petit coup de pouce gouvernemental qui permet à bien des organismes communautaires de finir l'année. En 2002, le Centre famille Haute-Ville avait ainsi obtenu, de la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Québec, 19 000 \$ qui avaient permis à l'organisme de boucler son année financière. Or, la Régie régionale vient de décider que les fonds de tiroir ne seraient plus accessibles aux organismes communautaires qui ne bénéficient pas d'un financement récurrent de l'État.



« Le Centre famille Haute-Ville existe depuis plus de deux ans, il est reconnu par la Régie régionale, mais n'est pas encore financé », déplore Diane Thibault, coordonnatrice du Centre. Depuis plusieurs années, souligne-t-elle, l'État n'injecte que peu d'argent dans les programmes de soutien aux organismes communautaires. Les organismes déjà subventionnés reçoivent une indexation, mais très peu de nouveaux organismes obtiennent un financement de base, c'est-à-dire un financement récurrent qui est généralement la condition essentielle à la survie d'un organisme. Parce qu'il est un nou-

vel organisme, le Centre famille-Haute-Ville n'a pas accès à un financement récurrent. Et du coup est frappé de plein fouet par la nouvelle politique de la Régie régionale.

Un succès sur toute la ligne

Le succès du Centre famille ne fait pourtant aucun doute. Depuis 2001, 239 familles ont bénéficié des nombreux services et activités offerts par l'organisme. Si plusieurs familles membres viennent du quartier Saint-Jean-Baptiste, « le Centre est de plus en plus connu à Québec », insiste Diane Thibault, et attire désormais des parents d'autres quartiers, jusqu'à Limoilou et Charlesbourg. Au cours de l'année 2002-2003, 743 heures de bénévolat ont été fournies au Centre famille. Les parents membres sont nombreux à s'engager, en participant bénévolement aux activités et aux divers comités du Centre, tels que le comité de parents, le comité autofinancement ou le comité communication.

Ce succès s'explique en grande partie par l'originalité de l'organisme. Comme le reconnaît Diane Thibault, la région de Québec compte d'autres organismes pour les familles. Cependant, ils sont ouverts aux parents et à leurs enfants seulement lorsque s'y déroulent des activités précises. Le Centre famille-Haute-Ville est quant à lui ouvert six jours sur sept. Le parent est invité à s'y rendre seul ou accompagné de ses enfants. Les familles peuvent profiter d'une joujouthèque, de café-discussions

Suite à la page 2 CENTRE

Publicité gratuite pour les condos de luxe Pas de quartier pour Casot!

Par Stéphane Robitaille

C'est Luc Lévesque, porte-parole du promoteur immobilier Casot ltée, qui serait content de lire le présent article. En effet, cité par Alain Bouchard dans Le Soleil du 8 octobre 2002, M. Lévesque avançait que le projet de condos de luxe que son groupe fera construire sous peu à l'Îlot Berthelot avait profité de la « publicité » apportée par le défunt squat du 920, rue de la Chevrotière.

Ne soyons pas chiche : encore un peu de pub?

M. Lévesque a beau prétendre que la colère des squatteurs et squatteuses a fait que « les gens téléphonent » et que Casot disposerait dès lors d'« une liste d'acheteurs potentiels sous la main », ce n'était apparemment pas assez pour écouler les 38 condos annoncés. Aussi peut-on lire, sur un énorme panneau maintenant installé sur le terrain pour vanter le projet : « Une île au large de la Haute-Ville. » La pub s'arrête là.

Si le concept d'île a le mérite de souligner l'isolement psychologique et social des parvenuEs financièrement capables de s'offrir la laideur clinquante qui poussera bientôt près de ce panneau, il faut avouer que ce slogan publicitaire n'arrive pas à la cheville du bien senti : « Pas de condos dans mon quartier, pas de quartier pour Casot ! » Décidément, M. Lévesque a de nouveau bien besoin de l'aide providentielle de ceux et celles qui militent pour le droit au logement.

La logique du profit multiplie les sans-abri!

Avec mon plus beau sourire Colgate, je rappelle donc pourquoi les personnes qui occupaient le squat dénonçaient haut et fort les maudits condos grassement subventionnés par la Ville de Québec. Ces condos favorisent deux fléaux qui s'attaquent durement au quartier Saint-Jean-Baptiste : la gentrification (c'est-à-dire l'exclusion des ménages à faible revenu d'un quartier qui



Photo E. Baillargeon / Les Déclencheurs

répond de plus en plus aux besoins des arrivants fortunés) et la crise du logement (par une pression à la hausse sur les loyers).

Ainsi, les condos sont responsables de l'exode d'une grande partie de la population du quartier. Pis encore, ils contribuent à faire déborder les refuges dédiés aux sans-abri, pour la première fois de leur histoire.

Suite à la page 2 CONDOS

« Réingénierie » sauce libérale

Jean Charest, le grand semeur... de zizanie

Par Francine Bordeleau

Le gouvernement libéral avait son bonbon – les baisses d'impôt – pour faire avaler sa couleuvre – la vente des actifs et acquis publics en pièces détachées, aux plus offrants. Ça n'a pas encore tout à fait marché mais le moins qu'on puisse dire, c'est que ce gouvernement-là est à instaurer un drôle de climat.

En ce dernier week-end de novembre, le monde syndical avait encore pris la rue. Ils étaient autour de 30 000 selon les estimations des syndicats, un peu moins de 20 000 selon les corps policiers, mais cette guerre de chiffres qui se refait à chaque manif est un détail. Les syndicats ont décidé de mener une lutte à finir contre la sous-traitance, et souhaitons qu'ils la gagnent!

Cet exemple n'est pas choisi au hasard. Depuis un certain temps, et depuis, surtout, que le travail précaire est devenu un rouage essentiel de l'économie de tout pays industrialisé, une majorité constituée de travailleurs non syndiqués entretient une hargne féroce à l'égard des syndiqués. Cette hargne est fondamentalement motivée par une envie toute légitime. Et la tactique de notre gouvernement consiste justement à jouer sur ce sentiment primaire. Ainsi, depuis le 14 avril, les syndicats sont des « groupes d'intérêt » qui ne méritent, à ce titre, aucune crédibilité. Puisqu'ils défendent « leurs » intérêts... Et le Conseil du patronat, alors? Et le Collège des médecins du Québec? Et la Fédération de l'entreprise indépendante? Et la Corporation des propriétaires immobiliers du Québec?

Diviser pour mieux régner, telle semble la plus savante stratégie qu'ait trouvée notre gouvernement. Syndiqués vs non-syndiqués, banlieusards vs urbains, classe moyenne vs assistés sociaux, parents vs non-parents, et la liste pourrait s'allonger. Comme par hasard, cette logique de l'affrontement téléguidé commande à tous les dossiers chauds de l'automne : le Code du travail et son fameux article 45 (à l'origine, s'en souvient-on, du très violent conflit qui opposa la CSN au Manoir Richelieu à la fin

des années 80), les défusions, la réforme de l'aide sociale, l'abolition des places en garderie à 5 \$.

De fait dès son arrivée au pouvoir, le Parti libéral a entrepris un grand ménage en lançant sur la table un train de projets de loi avec, d'évidence, l'objectif de les adopter à toute vapeur et de museler les opposants. Aux dossiers mentionnés ajoutons l'obsession de Marc Bellemare, qui est l'abolition de notre système d'assurance auto sans égard à la faute. Les assureurs ont signifié à Me Bellemare que ses belles idées feraient exploser les coûts pour les automobilistes, le ministre les a traités de fumistes ou à peu près. Heureusement il a dû entre-temps vaquer à d'autres obligations et laisser en plan ses velléités de saborder un système qui, aussi imparfait soit-il, fait l'envie du nouveau premier ministre ontarien (lui aussi libéral). Ajoutons encore la santé, secteur prioritaire comme on sait. Le ministre Philippe Couillard prépare le démantèlement des régies régionales, qui représentent un certain pas vers la décentralisation, mais surtout bafoue les promesses libérales de

financer correctement les CLSC, qui sont pourtant les indispensables prestataires de services de première ligne. Et voilà qu'une crise majeure, soit le suicide du directeur général de la résidence Saint-Charles-Borromée, force à constater que rien ne va plus. Et rien ne va plus en général. Le renouveau annoncé ne fait pas illusion.

Par-delà la pseudo-réingénierie

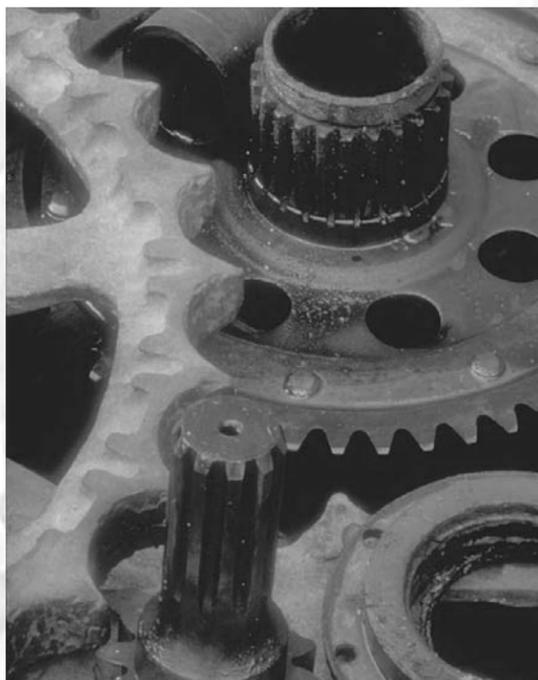
Pour l'heure, Jean Charest gouverne d'une manière qui ferait davantage les délices d'un Maurice Duplessis que d'un Robert Bourassa. Rappelez-vous la commission parlementaire, au début de l'automne, sur les services de garde. Les centres de la petite enfance y étaient interdits de séjour. À une commission parlementaire dont l'objet les concernait au premier chef! Mais ainsi vont les choses depuis le 14 avril. Le gouvernement a un seul objectif en tête : récupérer de l'argent (et pour en faire quoi, grands dieux?). De cela au moins, on peut être sûr puisque tous les ministères ont été sommés de procéder à des coupes substantielles.

Le ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille n'y a pas échappé. Pourtant, lorsqu'il était chef de l'opposition, M. Charest a adhéré comme un seul homme au projet de loi anti-pauvreté, en n'oubliant pas de dresser un doigt vengeur vers le méchant gouvernement péquiste qui n'avait eu de cesse d'appauvrir les plus démunis de la société durant ses deux mandats. Frime politicarde, on sait, mais y'a quand même des limites! Aujourd'hui la loi anti-pauvreté semble appartenir à une époque révolue. Par surcroît, dans son projet de réforme, le ministre Claude Bécharde n'a rien trouvé de mieux que de ressortir le bâton des mesures punitives à l'égard des assistés sociaux. Pas très inventif, pour un gouvernement qui a voulu faire croire que sa réingénierie réinventerait l'État.

Ah! la réingénierie. Le concept est pour le moins nébuleux (d'autant que le mot n'existe pas en français, comme le soulignait Bernard Landry). Mais la nébulosité se dissipe progressivement, « grâce » aux projets de loi que le gouvernement espère adopter avant les fêtes. Une constante s'en dégage : la paupérisation de la population. La réingénierie, ça n'est pas sorcier : ça consiste à assainir les finances publiques en cédant au secteur privé des responsabilités qui relèvent de l'État et en affaiblissant davantage des groupes déjà vulnérables. Que c'est donc original! Quant aux baisses d'impôt présentées comme la contrepartie à la grande braderie que concoctent nos dirigeants (et qui représentent quoi, pour le contribuable moyen? Un maximum de 100-150 \$ par année, peut-être), on les attendra de la même façon que les clochards Vladimir et Estragon ont attendu Godot : éternellement. Le fardeau fiscal des Québécois ne diminuera pas en 2003-2004, nous a prévenus le ministre Yves Séguin. Pas plus, je parie, qu'il ne diminuera en 2004-2005 ni l'année d'après.

Reste que pour le gouvernement Charest, tout ne marche pas aussi rondement qu'il l'aurait voulu. En annonçant son intention d'infliger des pénalités financières aux garderies pour leurs bambins qui prendraient plus de 26 jours de « congé » par année, il s'est attiré les foudres d'un secteur passablement malmené depuis septembre. Et a dû reculer. De même il n'est pas sûr que la grogne des syndicats, auxquels se joignent plusieurs autres groupes de la société civile, reste sans effets. M. Charest a voulu gouverner en autocrate, en se montrant d'entrée fermé à tout petit compromis et en décourageant tout débat public. Il est heureux que certains acteurs de la société civile aient manifesté de la résistance.

Hélas, le ton est donné : quatre années de batailles et d'affrontement s'annoncent. Si le climat social dégénère jusqu'à un point critique, le premier ministre n'aura à s'en prendre qu'à lui-même.



Suite de la une CENTRE

et, le vendredi matin, d'un service de gardiennage (le répit parental). Ils peuvent également participer à des ateliers parents-enfants, rejoindre le groupe d'achats aliments et produits naturels, et profiter de bien d'autres activités encore.

Mobilisation des parents

Les parents du Centre famille n'ont pas l'intention de baisser les bras devant l'annonce des coupures de la Régie régionale. Les moyens de pression ont commencé à la mi-novembre par l'envoi, à la Régie, de lettres de parents membres du Centre et de cartes postales dessinées par les enfants. Une pétition circulera aussi dans les commerces du quartier et des parents bénévoles feront du porte-

à-porte pour recueillir d'autres signatures. Le Centre famille est par ailleurs soutenu par plusieurs groupes, comme le Regroupement d'éducation populaire en action communautaire (REPAC), le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, le CLSC-CHSLD Haute-Ville-des-Rivières, la Maison Dauphine, etc.

« Nous avons amplement démontré le besoin et la volonté des parents de maintenir le Centre-famille, il serait temps que nous ayons un financement récurrent », de conclure Diane Thibault.

Si vous voulez vous engager dans le Centre famille ou apporter votre soutien : 597, Richelieu ; tél. : 648-1702.

Suite de la une CONDOS

Locataires en colère, locataires solidaires!

Dans l'espoir qu'une fraction des acheteurs et acheteuses de « condos haut de gamme à partir de 347 900 \$ » aient non seulement de l'argent, mais aussi une conscience sociale, je propose au groupe Casot ltée d'ajouter sur son fameux panneau : S.V.P., NE CONTRIBUEZ PAS À DÉTRUIRE LE CARACTÈRE POPULAIRE DE NOTRE QUARTIER, N'ACHETEZ PAS LES CONDOS DE CASOT.

MERCİ DE VOTRE SOLIDARITÉ!

Il va de soi qu'en temps normal, je laisserais tomber mes vaines suggestions pour aller écrire moi-même sur ce panneau quelque chose de beaucoup moins poli. Mais la psychose sécuritaire anti-graffiti étant ce qu'elle est dans les quartiers qui s'embourgeoisent...

Pour finir, M. Lévesque, si jamais vous lisez les petits journaux des quartiers que vous scrapez, ne me remerciez pas et sachez que je demeure disponible si vous avez besoin de moi pour parfaire d'autres campagnes de marketing. Qui sait, ça pourrait m'aider à payer le loyer.

Des locataires dans la rue



Photo Stéphane Robitaille

(YG) Les banderoles au vent, les affiches brandies bien haut, l'œil vif et le verbe clair, quelque 80 personnes, dont la moitié de l'extérieur de Québec, ont en novembre manifesté avec conviction contre les abus de certains propriétaires et le laxisme du gouvernement du Québec sur la question du logement locatif.

C'est à Beauport que la manif, organisée par le Regroupement des Comités logement et Associations des locataires du Québec (RCLALQ) et le Bureau d'animation et d'information logement (BAIL) de Québec, a eu lieu. Deux propriétaires particulièrement odieux avaient été choisis comme cible des dénonciations. Jean-Claude Saillant et les Immeubles Laberge, qui abusent de leurs locataires en augmentant les loyers de deux à quatre fois plus que le montant recommandé par la Régie du logement, ne sont que deux exemples parmi tant d'autres qu'il faut dénoncer. Que diriez-vous de devoir payer 700 \$ par mois pour habiter un 3^{1/2} bien ordinaire, parfois même insalubre et délabré? Les propriétaires véreux n'ont que le profit à tout prix dans leur mire et le gouvernement actuel semble vouloir mettre tout en œuvre pour satisfaire leur boulimie.

L'autre cible visée par les manifestants et manifestantes était Jean-Marc Fournier, ministre des Affaires municipales et du Sport et du Loisir et responsable de l'habitation. Il lui a été demandé avec insistance de ne pas succomber au discours de la Corporation des propriétaires immobiliers du Québec (CORPIQ) qui veut la déréglementation des critères de fixation des loyers. Il est évident que les propriétaires cherchent à profiter du très bas taux d'occupation des logements pour augmenter indûment les loyers, bafouant ainsi le droit à un logement décent et abordable pour tous.

Avec sa « réingénierie », le gouvernement Charest est sur le point d'affaiblir encore plus les pouvoirs de la Régie du logement alors qu'elle aurait au contraire besoin de davantage de moyens pour éviter les hausses marquées de loyer qui mettent en danger les quelque 218 000 locataires qui consacrent déjà plus de 50 % de leur revenu à se loger.

Si, le 6 novembre dernier, une poignée de locataires avertis étaient dans la rue pour manifester, il se pourrait bien que le 1^{er} juillet prochain, des milliers de locataires soient dans la rue pour y habiter.

En bref...

Les joies des fusions : vues par les syndiqu -e-s

[NLL] Les banlieusards et banlieusardes défusionnistes prenant toute la place dans les médias, d'autres aspects du processus de fusion, comme l'épineux dossier de l'harmonisation des conventions collectives des différents syndicats des ex-municipalités fusionnées, sont un peu moins abordés. Le Parti québécois aura laissé au nouveau syndicat des cols bleus tout un défi : de dix-huit conventions collectives à l'origine, il doit en arriver à une seule, sans que la Ville ne débourse un cent (« une cenne », si vous préférez). Les conventions sont arrivées à échéance le 1er mai 2002 et pourtant, le président du syndicat avoue que personne n'a encore trouvé de formule magique pour parvenir à une harmonisation « à coût nul ». Il faut dire que les conditions de travail sont très disparates. Ainsi, dans les cas les plus extrêmes, l'écart salarial entre les conventions peut aller jusqu'à 9 \$ de l'heure! Cela s'applique à des cas rarissimes, d'après le syndicat, mais quand même. Il faut aussi savoir que la convention collective de l'ancienne ville de Québec n'est pas forcément la meilleure (sur le chapitre salarial, entre autres). Comment, dans ce contexte, réconcilier les principes fondamentaux du syndicalisme que sont « l'amélioration constante des conditions de travail » et « à travail égal, salaire égal » avec le principe d'une « harmonisation à coût nul »? À croire que le législateur a fait exprès de léguer une mission impossible... Quitte à imposer par la suite une convention collective par loi spéciale, dans la plus pure tradition péquiste, comme s'en souviennent les fonctionnaires.

D ficit d mocratique et d fu-sion

[NLL] La vie est parfois faite de drôles de revirements. Alors que toute - enfin, presque toute - la gauche sociale a appuyé les fusions municipales pour « faire payer les riches » en ravalant chaque jour un peu plus ses « principes démocratiques », voilà que les forces ultra-réactionnaires et conservatrices des mouvements de défusion sont à forcer le débat sur la démocratie et le pouvoir locaux. Non mais, ça se peut-tu? Dire que le peu de prise qu'aura la population ordinaire sur les mégastuctures municipales, c'est à ces élites réactionnaires, que par ailleurs nous détestons cordialement et avec lesquelles nous sommes systématiquement en désaccord sur à peu près toutes les questions, que nous le devrons! À faire peur... et à donner honte de la gauche pour qui a un peu de mémoire.

HLM : jusqu' la victoire finale!

[Cybersolidaires.org] La Fédération des associations de locataires des HLM du Québec a réussi à faire reculer le gouvernement libéral sur deux points majeurs : la privatisation des HLM et la hausse des loyers de ces 65 000 logements. Dès l'été 2003, après l'annonce d'une coupure des budgets d'entretien des HLM, les membres de la Fédération se concertaient sur la bataille à mener contre les projets de réingénierie du gouvernement Charest. À la mi-septembre, des rumeurs persistantes de vente des HLM convainquent l'organisation de mettre en branle la mobilisation. Une pétition est lancée et des manifestations nationales sont annoncées. Entre le 31 octobre et le 10 novembre, les locataires de HLM tombent à bras raccourcis sur les députés libéraux; 60 dépôts de pétitions sont organisés dans autant de bureaux de comté. Début novembre, des groupes communautaires de Québec et de Sherbrooke mettent la main sur un document de la Société d'habitation du Québec (SHQ) qui analyse les répercussions de la privatisation des HLM. Il ne faut que quelques jours pour que le ministre responsable de la SHQ, Jean-Marc Fournier, réponde aux appels de la Fédération et accepte de fixer une rencontre. À l'Assemblée nationale, il déclare que la vente des HLM n'était qu'une hypothèse de travail. Le 10 novembre, la présidente du Conseil du trésor annonce que la somme maximale exigée pour le paiement du loyer en HLM sera maintenue à 25 % du revenu. Jean-Marc Doyon, président de la Fédération, n'entend pas en rester là. Il souhaite aussi l'annulation de la coupure des budgets d'entretien de même que l'injection de nouveaux fonds pour la construction de logements sociaux. Les locataires des



Infos alternatives!
www.cmaq.net

Les fusions de CLSC

Marche en avant vers le passé?

Par Lorraine Guay*

La civilité et le calme avec lesquels le ministre de la Santé et des Services sociaux annonce la vague des fusions de CLSC (entre eux et avec les centres hospitaliers) ne doit pas faire oublier l'extrême rudesse de la décision. Il s'agit en fait de la phase terminale d'une maladie dont souffrent les CLSC depuis leur naissance : un défaut de croissance, logé sans doute dans les gènes de cette progéniture dont personne en haut lieu n'aura vraiment voulu!

Gouvernement après gouvernement, peu importe le parti ou le ministre, les CLSC sont demeurés les parents pauvres des réformes. Près de 30 ans après leur création, ils n'obtiennent toujours qu'une portion congrue du budget de la santé, une honte car ces établissements auraient dû, et auraient pu être les pivots de la première ligne des soins de santé et de services sociaux au Québec. Le ministre Philippe Couillard ne fait qu'ajouter sa touche personnelle au gâchis.

Retour sur un passé récent

Il n'est pas inutile de rappeler pourquoi les CLSC ont été créés. Dans les années 60, la population devait payer les soins médicaux, soit directement en argent, soit par des assurances privées qui en saignaient plus d'un. Ceux qui n'en avaient pas les moyens étaient laissés à la charité publique. La plupart des médecins étaient établis en cabinet privé (les polycliniques n'existaient pas). L'hôpital constituait le centre névralgique du système avec, comme conséquences, une vision hégémonique de son rôle dans la société, une approche de la santé réduite au curatif, une « culture de l'urgence » abusive et inefficace. Pas question non plus que la population participe aux orientations des services. Comme quoi la réingénierie actuelle a des airs de déjà vu!

Les cliniques populaires de l'époque (Clinique Saint-Jacques, Clinique du peuple de Saint-Henri, Clinique communautaire de Pointe Saint-Charles, etc.) ont inauguré une nouvelle vision de la santé, un nouveau mode de prestation des soins, une nouvelle configuration des rapports entre usagers, professionnels et gestionnaires, et entre les institutions elles-mêmes. La santé de notre société est trop précieuse pour la laisser entre les seules mains des professionnels et technocrates, disait-on dans ces cliniques. C'était l'appel à la participation des citoyens. Et cette participation, en alliance avec des médecins, des infirmières, des travailleurs communautaires considérant leur métier comme un service public, a entraîné des innovations majeures dont s'inspirera la commission Castonguay-Nepveu pour créer les CLSC en 1975.

Mentionnons pour mémoire : la participation de la population aux processus décisionnels quant à l'orientation et à la prestation des soins; l'accessibilité aux médicaments, aux soins dentaires et de la vue; le salariat pour les médecins; le travail en équipe toutes professions confondues; un projet médical novateur imbriquant le clinique et le travail social; la prise en compte des inégalités socioéconomiques comme causes de la maladie; la proximité, source d'une connaissance intime de la population d'un quartier, d'un territoire donné; la prise en charge globale et non par spécialité d'organes, donc la capacité d'éviter la spécialisation à outrance et l'hospitalisation, en particulier en santé mentale. Recevoir une femme et son enfant, c'était s'occuper de tous les aspects de la vie de cette femme et de l'enfant - chercher à savoir si l'otite du bébé cache de mauvaises conditions de logement, si le silence de la femme recèle des traces de violence familiale -, et proposer des solutions variées: médicaments, soutien psychosocial, engagement dans un groupe de femmes, etc.

Ces expériences prônaient une conception dynamique de la médecine familiale, susceptible de traiter en gros plus de 90 % des bobos d'une population. Et surtout, elles entraînaient un renversement. Le système en entier reposait désormais sur une base solide, large, accessible : la première ligne! Avec l'universalité et la gratuité des soins, la création des CLSC a été l'un de ces moments précieux où les libéraux « réinventaient » vraiment le Québec dans le sillage de la Révolution tranquille.

Chronique d'une mort annoncée

Les fusions décrétées aujourd'hui marquent la disparition, d'ailleurs souhaitée depuis longtemps, de la mission particulière de ces établissements. Les CLSC ont en effet dû affronter toutes les résistances : du boycottage systématique par les associations de médecins (pour l'ex-président du Collège des médecins Augustin Roy, la Clinique de Pointe Saint-Charles pratiquait une « médecine soviétique » parce que les médecins travaillaient à salaire!), aux discrédits tapageurs relayés par la rumeur publique (les CLSC ayant paraît-il le monopole de la bureaucratie), en passant par des volontés politiques à géométrie variable et les limitations chroniques imposées par le manque d'investissements substantiels (en ressources humaines et en argent). Les gouvernements ont renforcé ces résistances au lieu de les diminuer, ne serait-ce que par leur refus d'une politique pro-active de recrutement des médecins.

On a « tabletté » le rapport Brunet qui, à l'époque, prônait une formule originale harmonisant des missions de base, valables pour tous les CLSC du terri-

toire québécois, de manière à assurer l'égalité des services à toute la population et des activités adaptées aux situations locales et régionales. Ainsi un CLSC en Gaspésie pouvait donner les mêmes services de base qu'un CLSC montréalais, mais en tenant compte des besoins particuliers de la région.

On aura laissé croître à l'infini les cliniques privées, méga ou poly, et instauré de fait une mcdonalisation de la médecine de première ligne : le « fast food » des sans rendez-vous et des sans suivis; les problèmes physiques amputés de leurs dimensions psychosociales par ailleurs reléguées au secteur public (s'occuper d'un problème de santé mentale en clinique privée prend trop de temps). Cette politique complaisante guidée par un préjugé favorable envers le privé (marché oblige!), mais jamais avoué, a placé les CLSC en position de concurrence face aux usagers et face aux médecins. Elle a aussi forcé à des contorsions dignes des gymnastes du Cirque du Soleil pour assurer l'harmonisation des cliniques privées et des CLSC (groupes de médecine familiale par exemple, morts au feuilletton eux aussi).

On aura ainsi tué dans l'œuf ce que le Québec a produit de meilleur en matière d'organisation d'un système de santé et de services sociaux.

Y revenir après un long détour?

La réforme de M. Couillard va à l'encontre des grandes orientations prônées par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) en matière d'organisation des systèmes de santé. Depuis plusieurs décennies déjà, l'OMS appelle les pays développés et les pays en développement à investir massivement dans la première ligne, dans des soins de base de qualité, dans une participation des communautés à l'orientation des services.

D'innombrables colloques internationaux faisant écho à d'innombrables recherches ont appelé les gouvernements à solidifier la première ligne, à mettre en place des structures locales simples, accessibles, à taille humaine, participatives. Les CLSC du Québec s'étaient taillé une réputation internationale enviable : on venait de partout pour apprendre de cette expérience originale de prestation des services et de participation citoyenne. Les livres d'histoire des systèmes de santé y feront référence comme à une courte et prometteuse expérience, arrêtée prématurément par de petits politiciens. Nous y reviendrons un jour, forcément, mais après un long détour dont on commence à peine à entrevoir le prix collectif.

* Lorraine Guay est assistante de recherche en santé mentale et ex-infirmière à la Clinique communautaire de Pointe Saint-Charles (de 1972 à 1987).

Salon environnemental

motus

Chantal, Vicky
et Marie-Line

coiffure

391 St-Jean, Québec. Téléphone 523-6522

Joyeux Noël et bonne année
de la part du
Comité populaire Saint-Jean-Baptiste



*Joyeuses
Fêtes*

les impressions
LECAN



Venez nous voir
pour tous types de travaux
et toutes quantités.

Impression numérique couleur - Reprographie

181, rue St-Vallier
à l'arrière des Copies de la Capitale

Service rapide

(418) 524-0233
lecan@videotron.ca

Parents gais : L'entraide existe

Par Yves Gauthier

Au cours des nombreux débats sur la pertinence du droit au mariage pour les personnes de même sexe, les propos des parents gais ont été parmi les plus émouvants. Des hommes et des femmes d'âge mûr, ayant eu des enfants pendant un précédent mariage avec une personne du sexe opposé, ont en effet témoigné avec sincérité de leur réalité de parents gais.

On conçoit aisément les énormes difficultés auxquelles doivent faire face un père ou une mère forcés d'admettre la vraie nature de leur sexualité. Quand, malgré les dizaines d'années d'efforts et de renonciation, l'évidence s'impose. Quand, malgré l'amour que l'on éprouve pour sa famille, l'épanouissement total ne s'avère possible qu'avec une personne de même sexe.

En écoutant ces hommes et ces femmes relater leurs difficultés, en découvrant avec quelle détermination et quel amour ils se sont attaqués au problème, les

tenants de l'obscurantisme à l'égard de l'homosexualité en étaient pantois d'insignifiance. Ils se trouvaient face à une réalité autrement signifiante, elle.

La tendresse véritable, souventes fois exprimée, envers le nouveau partenaire et ses enfants, prouvait hors de tout doute l'immense capacité d'aimer qu'ont ces gens. Ce nouvel amour était témoignage en soi. L'équilibre psychologique des enfants ne faisait non plus aucun doute.



Mais la transition, de couple et famille hétérosexuels à couple et famille mono-sexuels, ne s'effectue pas aisément et nécessite de l'aide. Faire son « coming out » quand on est parent homosexuel n'est pas une sinécure. Bien au contraire! Il est encore moins facile de reconnaître et d'assumer sa condition de parent homosexuel. Et que dire de la parentalité homosexuelle, qui ne s'assume pas sans heurts?

Écoute et partage

Les parents découvrant, ou acceptant leur homosexualité peuvent heureusement compter sur un organisme d'entraide : le Groupe de parents gais et

lesbiennes de Québec (GPLGQ), créé en 1989, qui a pour mission d'aider tous les parents homosexuels dans le respect, l'écoute et le partage. Cette aide est apportée visière levée ou dans le plus strict anonymat. Le GPLGQ veut rejoindre les personnes qui vivent encore avec leur conjoint et leurs enfants et qui s'interrogent sur leur orientation sexuelle; celles qui, compte tenu de leurs besoins et de la qualité de la relation avec leur conjoint et leurs enfants, désirent poursuivre la vie de famille sous une forme ou une autre; les individus qui, ayant quitté le foyer conjugal, vivent maintenant avec ou sans quelqu'un d'autre, avec ou sans leurs enfants, et éprouvent le besoin de cheminer en groupe; les femmes et les hommes qui aimeraient vivre la parentalité gaie.

Le groupe organise des rencontres hebdomadaires qui réunissent entre 5 et 15 personnes. Celles-ci sont encouragées, au moyen de thèmes de discussion bien définis (ou non), à échanger sur leur vécu, ce qui peut leur permettre de mieux se situer par rapport à leur nouvelle réalité et d'en sortir plus à l'aise avec elles-mêmes et les autres.

Pour en savoir davantage sur le GPLGQ, le lieu des rencontres et les activités à venir, contactez Marc au 524-2460, ou Claude au 658-4778.

**Des problèmes
avec ton
proprio?**

**Le BAIL est là
pour toi!
523-6177**

Friperie et Créations québécoises
LOBO LAVIDA



Présentez
ce coupon et
obtenez :

25%
sur tout
sauf consigne

511 rue Saint-Jean Québec 418 521.3397

Comité populaire Saint-Jean-Baptiste



Tél.: 522-0454

Fax : 522-0959

490, Saint-Jean, Québec (Québec) G1R 1P4

L'Infobourg est un journal de quartier(s), publié douze fois par trois ans et diffusé par le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste. La rédaction ne croit pas à l'objectivité journalistique et est consciente qu'en général, elle défend un point de vue partisan. Ce point de vue, c'est celui de la défense des droits et des intérêts des classes populaires. Malgré cette orientation partisane, l'Infobourg s'abstient généralement de mentir!!! La rédaction se réserve le droit de refuser, corriger, réécrire ou couper les textes qu'elle reçoit et ce, au bénéfice des lecteurs. Le contenu des articles n'engage que leur auteurs (ce qui veut dire qu'ils ne reflètent pas toujours l'opinion de l'éditeur).

Depuis 1976, une force dans le quartier pour la défense des droits sociaux, politiques et culturels de la population.

Des questions?

Envie de vous impliquer?

N'hésitez pas, contactez-nous!

L'INFO BOURG
vol. 15  no 10

780, rue Sainte-Claire
Québec (Québec) G1R 1P4

Tél. : 522-0454 - Fax: 522-0959

Comité de rédaction : Yves Gauthier,
Graham Hay, Émilie Baillargeon, Amélie
Tendland, Marie-Hélène Drapeau, Émilie
Dufour, Nicolas Lefebvre Legault, Stéphane
Robitaille et Francine Bordeleau.

Équipe technique : Francine Bordeleau (correction), Ian Renaud-Lauzé (infographie).

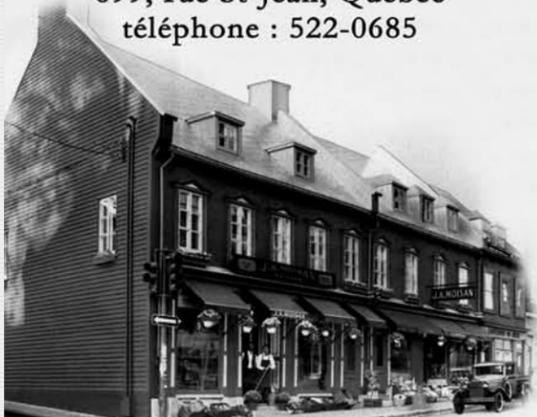
Publicité : Martin Têtu (522-0454).

J.A. MOISAN

Épicier depuis 1871

Une épicerie fine
unique en son genre

699, rue St-Jean, Québec
téléphone : 522-0685



J.A. MOISAN vous offre...

Une VARIÉTÉ EXCEPTIONNELLE de PRODUITS FINS
servis chaleureusement dans l'ambiance du bon vieux temps

Gastronomie des Fêtes

Pour cette période si occupée
gagnez du temps en réservant dès maintenant
nos délicieux produits faits ici-même :

- * PÂTÉS À LA VIANDE
- * PÂTÉS AGNEAU & VEAU AU CARI
- * RIZ ET SALADES D'ACCOMPAGNEMENT
- * FOND DE VEAU
- * PLATS PRÉPARÉS MAISON
- * SAUCES GASTRONOMIQUES
- * BÛCHES DE NOËL

ainsi qu'un service de paniers cadeaux personnalisés

J.A. MOISAN

vous souhaite de

**Joyeuses
Fêtes!**



Partout mais pas chez nous

Par Betty Bite

Le bar Le Scanner projetait, il n'y a pas si longtemps, des vidéos avec des femmes se dandinant seins nus. Certains d'entre nous ont réagi à ces images en allant rencontrer le propriétaire du bar et en en parlant avec d'autres. La réaction était moins provoquée par le caractère choquant des images que par le constat que la diffusion de toutes ces images stéréotypées, à tout endroit et à tout moment, est acceptée de plus en plus, sans aucune question. Accès d'« écoeurite » aiguë plutôt que relent de puritanisme, donc. Or, la discussion semble avoir vivement provoqué certains de nos interlocuteurs masculins, de sorte que l'enjeu a pris une ampleur étonnante. Déçues du manque de solidarité de gars de notre entourage (que nous pensions ouverts à ce débat) au cours des événements, et déconcertées par l'attitude irrespectueuse du propriétaire du bar, nous avons décidé d'écrire le présent texte. En cours de route nous avons constaté, une fois encore, qu'il est toujours plus facile de lutter contre des choses qui n'affectent pas le quotidien que de remettre en question l'endroit où l'on va prendre une bière, par exemple. Le texte qui suit n'est que le premier d'une longue série, car nous sommes bien décidées à nous « enfarger » dans les fleurs du tapis et à faire lever la poussière.

In ou out?

Pourquoi, lorsqu'il est question du féminisme, se frappe-t-on si souvent à un mur? Ah! oui, c'est vrai... Nous avons oublié que les femmes occupent maintenant toutes les sphères : la politique, l'armée, les métiers non traditionnels, l'université; nous avons des centres d'aides, des centres d'épilation laser, une journée internationale; nous avons la possibilité

d'avoir des gros seins, un petit cul, de nous faire refaire les lèvres de la vulve, de nous faire shooter des anovulants tous les trois mois... Décidément l'égalité est atteinte et il n'y a plus de raisons de se battre. Le féminisme est out!



« On est avec vous autres les filles »

Pourquoi, lorsque l'on tente d'appliquer une critique féministe à une situation concrète, se frappe-t-on à un autre mur? Une attitude : on fait des blagues entre camarades, on se tape dans le dos, et si nous les filles ne les rions pas, nous sommes susceptibles, fermées, puritaines. Remettre en question des habitudes du quotidien? C'est futile, anodin, comparé au machisme de Testostérone, aux bars de la Grande Allée, à la grande lutte de classes, au vrai combat quoi! Nous confrontons nos idées? C'est que nous

sommes émotives, hystériques, à la veille d'être menstruées, on a besoin d'aller se reposer.

La minceur tue : j'ai faim!

Pourquoi s'insurge-t-on encore contre la femme objet? Ben voyons, la femme objet est partout, dans les abrisbus et les toilettes publiques, dans les revues de mode, dans Star Académie et Loft Story, dans les vidéos de certains bars... Elle est tellement visible, utilisée, surexploitée qu'elle ne choque plus, elle ne fait que vendre davantage : vendre des produits et des images. Inquiétant, non, quand on sait que 50 à 75 % des jeunes femmes sont obsédées par la minceur! Mais pourquoi cette obsession? Parce que si notre cul n'a pas le profil de l'emploi, on devrait rester assise, peut-être?

Nous ne sommes pas des poupées : ARRACHONS NOS FICELLES!

Nous sommes féministes parce que nous refusons ce modèle social. Parce qu'être féministe c'est avant tout le désir de s'interroger, de s'attaquer à tous les comportements basés sur une différenciation par rapport au sexe, comportements forgés par un système rempli d'inégalités économiques et personnelles reposant sur l'exploitation et la domination des hommes sur les femmes. Parce qu'avoir un discours féministe, c'est se donner le choix de se redéfinir homme comme femme, de créer sa propre identité à l'extérieur des normes sociales établies, de donner place aux nouvelles relations sociales basées sur autre chose que sur des relations genrées et hiérarchisées.

P.S. Avant de dire que l'on exagère, pensez à se qui vous choque dans ce texte. Brisons les tabous, parlons-en!

ecologie

On a du pain sur la planche...

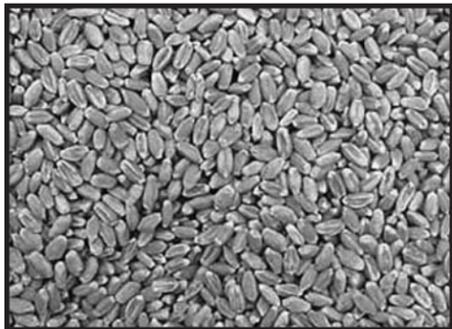
Anne-Marie Turmel

Le gouvernement canadien s'apprête à octroyer à la multinationale Monsanto l'approbation d'implanter son blé génétiquement modifié dans le pays. Bien connue pour ses semences terminator (ainsi baptisées parce qu'elles sont rendues stériles après une seule utilisation) qu'elle a dû abandonner à la suite de pressions venant du monde entier, ou par l'agent orange ayant fait des désastres au Vietnam, la gigantesque firme Monsanto continue de « s'acoquiner » avec le gouvernement canadien pour maintenant s'attaquer à un aliment de base de notre alimentation : le blé.

C'est en ce mois de décembre que l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) devrait accorder ou non à Monsanto le droit de commercialiser son blé Round Up Ready. Toutefois, la multinationale a joui dans la dernière année de l'autorisation de cultiver son blé sur des parcelles d'expérimentation dans des lieux protégés gardés secrets par le gouvernement fédéral.

L'homologation du blé Round Up Ready de Monsanto par l'ACIA signifierait un pas de plus, pour les firmes de biotechnologies, vers le contrôle du vivant, de l'alimentation et de l'agriculture mondiale.

Le tableau est plutôt sombre car tout laisse croire que Monsanto conquerra une bonne partie du marché du blé canadien, comme cela a été fait avec d'autres semences. Ainsi, au Québec seulement, déjà 27 % des semences du maïs, 75 % du colza et 16 % du soja sont de culture transgénique.



Même si 95 % de la population canadienne considère avoir le droit de savoir si les aliments qu'elle consomme ont été génétiquement modifiés¹, le gouvernement n'impose aucune règle d'étiquetage. Nous continuons donc à être de véritables cobayes au service des firmes multinationales de biotechnologies. Aussi est-il plus qu'urgent d'agir et de révéler l'attitude dictatoriale des multinationales comme Monsanto, Novartis et DuPont, et de dénoncer l'attitude capitaliste du gouvernement canadien qui s'apprête à mettre en péril toute la biodiversité.

-Parce que l'on refuse qu'une petite poignée de multinationales prennent le contrôle du vivant, de l'alimentation et de l'agriculture,

-Parce que l'on refuse que l'alimentation soit utilisée par les grandes puissances de ce monde comme arme stratégique pour nous asservir,

-Parce que la pollution génétique envahit de plus en plus les cultures biologiques,

-Parce que l'on refuse d'être les cobayes des industriels et du gouvernement,

-Parce que l'on refuse de laisser anéantir la biodiversité mondiale pour le profit de riches compagnies,

-Parce que l'on aspire à une société écologique,

-Et merde, parce que la vie n'est pas une marchandise!

Agissons dès maintenant!

Une pétition contre le blé transgénique circule aux AmiEs de la Terre de Québec, au Crac (rue Saint-Jean) et à la boulangerie La boîte à pain (rue Saint-Joseph).

Le Conseil des Canadiens mène actuellement une campagne à la grandeur du Canada contre le blé de Monsanto. On peut consulter leur site Internet au www.canadians.org.

Pour l'information et la vigilance: s'engager dans le Comité Environnement Écologie et Santé des AmiEs de la Terre de Québec!

Comité Environnement Écologie et Santé des AmiEs de la Terre de Québec 524.2744

¹Sondage réalisé par Decima Research, en août 2001, cf. Judith Lachapelle, « La très grande majorité des Canadiens réclame l'étiquetage obligatoire des OGM », *La presse*, 21 septembre 2001.

La relève théâtrale a une salle de plus

Par Yves Gauthier

Depuis septembre dernier, après dix ans d'itinérance, Premier Acte s'est fixée à la Maison de la culture et de l'environnement de Salaberry, de biais au Périscope, juste à la frontière du Faubourg et du quartier Montcalm. Les auteurs et comédiens de la relève professionnelle ont donc une salle supplémentaire où se faire valoir.

Créée dans le but de regrouper différentes troupes théâtrales de la relève afin que celles-ci mettent en commun leurs ressources pour se donner plus de visibilité, Premier Acte dispose maintenant d'une salle adéquate dotée d'une centaine de places pour satisfaire sa clientèle toujours grandissante et avide de théâtre nouveau genre.

La compagnie, qui bénéficie de subventions des divers paliers gouvernementaux (municipal, provincial, fédéral), peut compter sur un budget d'environ 200 000 \$; la moitié de cette somme provient de la vente de billets pour les 180 jours de représentations offertes au cours de l'année. L'objectif à court terme est d'augmenter sensiblement le nombre de jours/spectacles afin d'optimiser l'occupation de la salle, d'en rentabiliser l'exploitation et de doter la compagnie d'une permanence à temps plein, rémunérée selon les normes du milieu artistique.

Forte d'une clientèle déjà fidèle, Premier Acte a

rempli sa salle dans une proportion moyenne de 75 % au cours de ses spectacles présentés en début de saison. Même que pour le spectacle d'Anne-Marie Olivier, cette proportion est grimpée à 87 %. Toute une réussite et de quoi être fier!

« L'idéal pour les artistes serait qu'ils soient payés selon leur valeur lorsqu'ils travaillent. Si le salaire d'un comédien sortant d'une école de théâtre est évalué, disons, à 30 \$ l'heure selon les normes du marché, il faudrait que la rémunération de l'artiste qui travaille soit correspondante », souligne Marc Gourdeau, coordonnateur de Premier Acte.

Si la salle de la Maison de la culture est disponible pour ceux et celles qui veulent présenter des spectacles professionnels et occuper la scène durant la saison théâtrale de Premier Acte, d'autres groupes peuvent cependant utiliser les locaux hors saison.

Le grand oublié

Malheureusement, il reste encore un grand nombre d'artistes et d'artisans à satisfaire. Une fois de plus, les

PREMIER ACTE
La saison de nos 10 ans



troupes dites engagées, populaires ou communautaires sont laissées sur la touche et doivent se débrouiller par leurs propres moyens.

Si la culture occupe une grande place dans le discours de nos

dirigeants, on lui en donne peu dans le concret. Moins de 1 % du budget total de la province est alloué à la culture; des grenailles microscopiques sont consacrées aux arts professionnels de la scène, et les troupes communautaires n'ont pas un rond. On se retrouve trop souvent avec des (premiers) ministres incultes qui usent du mot culture comme d'un gargarisme pour se donner bonne bouche. C'est donc dire que le jour est loin où les activités culturelles seront reconnues à leur juste valeur et que qualité n'équivaudra pas obligatoirement à quantité.

Néanmoins, nous devons nous réjouir de l'apparition d'une salle de diffusion supplémentaire. Toute personne intéressée à en savoir plus sur la programmation de Premier Acte et les possibilités de location de la salle peut communiquer au 694-9656 ou consulter le site www.premieracte.ca.

Logement social? www.frapru.qc.ca

Chocolats pour passionnés

Érico confectionne pour vous des chocolats d'une fraîcheur inégalée, aux saveurs toujours authentiques, parfois audacieuses.



Choco-Muse Érico
634, rue Saint-Jean, Québec
(Faubourg Saint-Jean Baptiste)
524-2122

www.chocomusee.com

Vie de quartier

Un clocher en péril

par Yves Gauthier

Une subvention de 23 000 \$, provenant moitié-moitié du municipal et du provincial, a été accordée au Comité de travail pour l'étude prospective sur l'église SJB afin qu'il mandate une firme spécialisée pour trouver le(s) moyen(s) d'enrayer l'hémorragie déficitaire de la Fabrique évaluée à environ 100 000 \$ pour la dernière année d'activité.

Malgré les prières et les invocations du clergé et du pieux peuple, l'église n'a pas échappé au violent incendie qui a détruit une partie du Faubourg en 1881. L'église actuelle a donc été érigée entre 1884 et 1886, sous la direction de l'architecte Joseph-Ferdinand Peachy. Depuis ce temps son immense clocher-phallus domine fièrement les hauteurs de la ville et sa masse architecturale, à la fois du genre roman et de style Renaissance, occupe une place prépondérante au cœur du Faubourg. Aujourd'hui, le clergé périclité, les fidèles se font rares, la Fabrique accumule les déficits d'exploitation, et la bâtisse – l'église Saint-Jean-Baptiste – agonise. Par l'entremise



de la Fabrique, la Ville de Québec, aidée en cela par le ministère de la Culture et des Communications, lance un chantier pour sauvegarder cet « élément classé » du patrimoine religieux.

Le faste ostentatoire de l'église, qui apparaît comme un hommage à Mammon davantage qu'à la modestie du locataire de l'étable de Bethléem, entraîne un problème supplémentaire de restauration, d'autant que les lieux ne sont plus occupés, une fois la semaine, que par une poignée de fidèles vieillissants. Et le problème de la désertion de l'Église et des églises ne semble pas près de se résorber, malgré les vœux pieux du cardinal Ouellet.

Plus de 4 M\$ ont déjà été investis dans des rénovations de toute sorte, et 3 M\$ supplémentaires seraient nécessaires pour mettre un point final à la réfection complète de l'église SJB. Cette somme sera d'autant plus difficile à obtenir que le gouvernement Charest

vient de couper de moitié le Fonds du patrimoine religieux du Québec, principal bailleur de fonds pour la restauration des églises.

Le Comité de travail est formé de représentants de la Fabrique, du CLD-Québec, de la Commission de la Capitale-Nationale, du Diocèse et de la Ville de Québec. Le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste a officiellement demandé à son président Michel Auclair d'en faire partie pour l'élaboration du devis de soumission, le choix de la firme chargée de la tâche, l'étude des propositions soumises et l'approbation finale de la solution à privilégier. En d'autres mots, le Compop veut faire partie intégrante du processus décisionnel.

Le Comité populaire croit qu'une représentation des résidents et des résidentes du quartier sur le Comité de travail est primordiale pour s'assurer que les intérêts de l'ensemble du quartier soient bien défendus.

Les travaux de recherche devraient commencer début 2004. Il est à espérer, comme le souhaite le Compop, que la population sera invitée à donner ses suggestions pour l'utilisation de l'église. Et que la démarche ne se fasse pas au détriment des groupes populaires, communautaires et engagés.

L'ensemble de la population du Faubourg a payé pour la construction et l'entretien de cet édifice aux besoins gargantuesques. Il lui revient donc de plein droit d'être intégrée à toutes les étapes du processus visant à rendre l'utilisation de l'église le moins déficitaire possible, et profitable au plus grand nombre.

Radio Basse-Ville 20 ans de radio autogérée

Par Pascale Therrault

C'est un grand privilège, par les temps qui courent, d'avoir accès à des radio indépendantes et libres, livrant des informations alternatives et diffusant de la musique en tout genre. Depuis 20 ans, CKIA (88,3 FM) Radio Basse-Ville se donne pour mission d'être le porte-voix des groupes communautaires, des communautés culturelles et de la population de Québec. CKIA, qui compte 350 membres et 150 productrices et producteurs d'émissions, se fait l'émettrice et l'interlocutrice des luttes urbaines et des changements sociaux.

88.3 FM
CKIA

Tout un programme pour une radio urbaine qui doit elle-même constamment se battre pour maintenir un certain niveau de financement et rejeter toute forme de structure anti-démocratique. Nous savons que ce n'est pas très rentable de parler d'itinérance, de politique, d'Haïti, de bandes dessinées, de féminisme, de santé mentale et d'entraide radiophonique. De plus, le phénomène de la convergence des médias n'est pas sans représenter une menace, car il crée une forte pression pour le monopole des fréquences sur la bande FM. Malgré cette réalité, Radio Basse-Ville émet quotidiennement, à partir du 600, côte d'Abraham, grâce à des militants et militantes sans qui elle ne peut exister. Ernst Caze et Nicole Vendette, membres du conseil d'administration, soulignent que « les citoyens et citoyennes ont intérêt à investir cette radio qui est l'un des derniers bastions autogérés issus d'une volonté de groupe et non d'intérêts personnels ».

Il est possible de soutenir CKIA en devenant membre individuel ou corporatif (bienvenue aux groupes communautaires!). Le coût est de 10 \$ pour les sans-emploi et les étudiants, de 20 \$ pour les travailleurs et de 50 \$ pour les groupes. Il est possible de donner plus afin d'encourager davantage la radio. Vous pouvez également vous engager en participant aux assemblées générales, ou même en devenant producteurs ou productrices. Investir Radio Basse-Ville permet de choisir de cesser de se comporter en victimes des dominateurs de pensée et de se donner la peine de voir le monde autrement, en dehors de la sphère capitaliste.

Pour plus d'information ou pour devenir membre : 529-9026; courriel : ckiafm@meduse.org; site Internet : www.meduse.org/ckiafm.

Exposition rotique Âmes puritaines s'abstenir

(YG) Le décor peint n'a plus de secrets pour Claude Martin. Fort de plusieurs années d'études et de recherches en arts visuels, et ayant œuvré dans des domaines aussi variés que la pub, l'illustration (scientifique, animalière et pour enfants), l'art symbolique et la fresque d'église, la restauration de marbre et d'objets anciens, le design de meuble, la décoration, la scénographie et la pédagogie, l'artiste de 42 ans offre depuis les années 80 à une clientèle toujours grandissante son expérience et son professionnalisme en matière de peinture décorative.

Une douzaine de ses toiles sont présentées jusqu'à la mi-janvier à l'Empire Lyon (873, rue Saint-Jean).

Un artiste à découvrir; âmes puritaines s'abstenir.



photo André Desgagnés



Christiane Gagnon
Députée de Québec

En cette période des Fêtes, je souhaite à toute la population des quartiers Saint-Jean-Baptiste et Saint-Roch un très joyeux Noël et une Bonne année!

Qu'elle soit empreinte de paix, de justice et de solidarité.

BLOC
QUÉBÉCOIS

320, rue Saint-Joseph Est, bur. 209
Québec G1K 8G5
Tél.: 523-6666 Téléc.: 523-6672
Courriel: gagnoc1@parl.gc.ca

L'AGAF du faubourg

Par Yves Gauthier

Forte d'une mixité commerciale enviable avec ses quelque 120 commerces, et épine dorsale économique du quartier, la Saint-Jean du Faubourg bourdonne d'activité.

Au milieu des années 90, les gens d'affaires du Faubourg, regroupés sur une base obligatoire au sein d'une Société d'initiative et de développement des artères commerciales (SIDAC), décident de saborder l'organisme qui, estiment-ils, ne répond pas à leurs besoins. Mais après un passage à vide de quelques années, sans voix concertée, certains marchands ont avancé l'idée qu'une forme d'association était nécessaire, mais cette fois-ci sur une base volontaire. C'est ainsi que l'Association des gens d'affaires du Faubourg (AGAF) a vu le jour.

Avec ses 65 membres et un budget annuel récurrent de 50 000 \$, l'AGAF a pour mission de faire connaître à l'ensemble de la population les biens et services (des membres comme des non-membres) offerts sur son territoire s'étendant de la rue Turnbull à la rue Honoré-Mercier. Plusieurs initiatives et activités de l'AGAF servent cette fin, comme la distribution d'un guide des commerces du Faubourg, la Fête du Faubourg, le Faubourg en fleurs ou encore la décoration et l'animation de la rue Saint-Jean pour Noël. En 2004, un site Web verra le jour.

Même si des commerçants sont plus ou moins d'accord avec la fermeture de la rue Saint-Jean à l'occasion de certaines activités, il semble que l'harmonie règne parmi la grande majorité des gens d'affaires.

D'ailleurs Martin Léveillé, le directeur général de l'organisme, verrait d'un bon oeil une recrudescence d'activités sur le parvis de l'église ainsi que l'arrivée d'une salle de diffusion permanente pour l'art populaire et communautaire dans le quartier.

C'est sous le leadership de M. Léveillé, propriétaire du commerce DVD Déjà Vu et lui-même résidant du quartier, que l'AGAF se développe. Celui-ci est également chargé des relations avec les divers paliers gouvernementaux tout en tentant de solutionner les nombreux problèmes, petits et gros, qui affectent les membres au quotidien.

La direction tient à ce que l'AGAF soit étroitement liée à la vie du Faubourg, et est disponible pour rencontrer les organismes ou individus qui auraient des idées ou des projets à lui soumettre.

Malgré cette volonté d'intégration et de participation à la vie du Faubourg, le siège que réserve le conseil de quartier à un représentant des gens d'affaires est vacant depuis le début de l'année. C'est que les citoyens réunis en assemblée générale se sont prononcés pour l'abolition de ce poste réservé. L'AGAF a donc voulu respecter la volonté des résidents. Pour Michel Léveillé, occuper le siège dans l'état actuel des choses serait un manque de respect envers l'ensemble de la collectivité; ce qui ne l'empêche pas d'assister régulièrement aux séances du conseil pour s'informer et défendre les intérêts des membres de son association le cas échéant.

Décidément, le Faubourg ne fait jamais rien comme ailleurs. Ce qui n'est pas forcément mauvais.

En bref...

Manif au bureau de chômage

[NLL] C'est pas souvent qu'on fait de la politique dans une file d'attente d'un bureau gouvernemental. Ce fut pourtant un peu le cas quand, le 12 novembre dernier, une vingtaine de militants et de militantes des groupes populaires de Québec ont fait irruption dans le bureau de chômage de la Gare du Palais pour réaliser une petite intervention théâtrale dans le but de revendiquer une réforme juste et équitable de l'assurance emploi (nouveau nom, en novlangue néolibérale, de l'assurance chômage). Après un bref (hum!) discours de Sébastien Harvey, pendant lequel des militants et militantes distribuaient des tracts d'info, la délégation a littéralement laissé sa chemise au chômage. Concrètement, la nouvelle Coalition des sans-chemise en a contre le fait qu'aujourd'hui, seulement 39 % des sans-emploi sont indemnisés alors qu'ils l'étaient dans une proportion de 74 % voilà 14 ans. Cela, sans parler du fait que le fédéral a littéralement volé 45 milliards dans la caisse pour financer son déficit.

Les sans-chemise n'entendent pas en rester là. La réforme de l'assurance-emploi que revendiquent les Sans-chemise s'articule autour des trois revendications suivantes: un critère unique d'admissibilité à 350 heures; un minimum de 35 semaines de prestations; un taux majoré à au moins 60% du salaire. Un dossier à suivre.

Problème(s) avec l'aide sociale?

Des groupes populaires peuvent sans doute vous aider!

ROSE du Nord : 622-2620

ADDS-QM : 525-4983

Comité de la circulation et du stationnement

(YG) Depuis l'implantation d'un sens unique entre l'avenue Honoré-Mercier et la rue Saint-Augustin sur Richelieu, la circulation automobile de transit s'est déplacée sur la rue d'Aiguillon, ce qui ennuie considérablement les résidents et résidentes de cette rue qui ont remis une pétition aux membres du Conseil de quartier.

Au cours de la dernière assemblée régulière du Conseil de quartier Saint-Jean-Baptiste, à l'instance de représentants et de représentantes de la rue d'Aiguillon et Laviguer, il a été décidé qu'un comité serait mis sur pied afin d'étudier les problèmes de circulation et de stationnement dans le quartier Saint-Jean-Baptiste. Le principe retenu est de ne pas fonctionner à la pièce mais bien de trouver des solutions globales à soumettre aux responsables municipaux et de régler les problèmes dans un court délai.



MUSIQUE DU FAUBOURG
ACHAT - VENTE - ÉCHANGE

- Disques compacts, DVD et cassettes neufs et usagés
- Instruments de musique Cordes de guitare à prix réduit
- Taxes incluses sur tout en magasin

CONSULTEZ NOS PRODUITS SUR INTERNET www.musiquedufaubourg.com
623, rue Saint-Jean, Québec Tél - fax: 529-4848

Expositions Contes et Légendes
Mardi-Jazz Les Théâtreries
Babyfoot Boréale-Blues
Cadeau CONCERT
" 4 à 8 " Micro-brasseries

FOU-BAR
FOU-BAR
FOU-BAR

525, rue St-Jean (522-1987)

- Le temps des Fêtes
 - mardi 23 décembre
 - JAZZONS NOËL
 - mardi 30 décembre
 - le JAZZ de l'AN
 - et ... mercredi 31 décembre ...
- ON DÉFONCE 2004

L'art d'apprêter les pissenlits [par la racine]

Par Francine Bordeleau

Le livre de la saison est assurément *L'Histoire de Pi*, jolie fable religieuse (et animalière!) qui a remporté en 2002 le prestigieux et britannique Booker Prize décerné à un écrivain originaire d'un des pays du Commonwealth. Yann Martel, l'auteur de ce best-seller (2,5 millions d'exemplaires vendus à ce jour), s'étonnait, lui, d'être en novembre la grande vedette du Salon du livre de Montréal. Des entrevues programmées à la queue leu leu, des piles et des piles du fameux livre à la couverture bleue, des files de lecteurs attendant pour une dédicace...

Qu'un tel roman fasse événement a de quoi rassurer. Ainsi donc un nombre notable d'individus s'engouent d'autres histoires que *Loft Story*, ce machin imbécile qu'un Jean-Pierre Desaulniers, prof en communication à l'Université du Québec à Montréal et spécialiste des téléseries, associe à rien moins qu'un... simulacre de mort! « L'intérêt des *Loft Story* débute avec les tremblements nerveux du gars qui se demande comment les filles vont faire pour en envoyer deux au gibet après seulement deux jours. Une remarque déplacée [...], un rien, le moindre geste peut déclencher une chute fatale », écrit ainsi Desaulniers dans un texte intitulé « L'art de s'entretuer pour oublier que l'on meurt. *Loft Story*, ou la dernière scène » (*Le Devoir*, 17 octobre 2003). Dès lors les « assassinats vont permettre d'entretenir et de répéter pendant deux mois un véritable rituel de la mort, de la fréquenter et, peut-être par voie d'habitude, de s'y familiariser ». En somme toujours selon Desaulniers, *Loft Story*, ultimement, est ainsi conçu, et attire, parce que « la mort est devenue un énorme tabou ».

Holà! La mort est « devenue » un tabou? C'est ce qu'on nous serine depuis au moins 25 ans. Voilà un devenir qui dure longtemps! Reste que cette idée est largement véhiculée par tous ceux, ministères, organismes et autres, qui suivent de près les coûts du système de santé. La mort, c'est un fait, a été évacuée du quotidien à compter des années 60, pour des raisons bien connues : éclatement des familles, hausse de la vie en solo, développement de la médecine, instauration d'une culture de la jeunesse et de la beauté qui s'accommode mal de la dégradation physique et de la mort. Par ailleurs les rituels funéraires ayant disparu, la mort a perdu de son caractère tangible. Mais une foule d'autres rituels ont disparu : on ne saigne plus le cochon à l'automne, on ne se fiance plus à la Noël pour se marier à l'été, on ne fume plus au petit écran. Et on n'a plus de temps à consacrer aux veillées funèbres.

Sortir de la maison

Un tabou que la mort? Commode à dire... quand on est gestionnaire. Si tabou il y a, il semble plutôt de nature économique. Les personnes âgées et les malades incurables augmentent à la vitesse grand V; leur poids financier sur le système de santé est énorme. Dès lors ces gens-là, condamnés de toute façon, sont priés de rester chez eux le plus longtemps possible, et encouragés à mourir à la maison. Tel est d'ailleurs le vœu de la grande majorité, nous dit-on.

Or, rien n'est moins sûr. La question des soins palliatifs a ressurgi dans l'actualité cet automne, ce qui a

donné aux citoyens ordinaires l'occasion de remettre les pendules à l'heure. Plusieurs ne souhaitent pas vivre leurs derniers milles au domicile. Soit ils ne veulent pas être un fardeau pour leurs proches, soit ils n'ont pas un entourage susceptible de s'occuper d'eux (ce qui est de plus en plus fréquent). Mais surtout, ils estiment qu'une maladie rendue au stade terminal exige de vrais soins, quand bien même ceux-ci seraient « palliatifs », et non un ersatz de médecine bricolé à base de système D, d'entreprises de l'économie sociale et d'une infirmière du CLSC qui passe de temps en temps.

L'hôpital n'a pas, hélas, plusieurs moules à offrir, adaptés aux situations particulières. Le cadre idéal d'une fin de vie, Denys Arcand l'a représenté dans ses *Invasions barbares* : une chambre d'hôpital à soi, avec possibilité d'y recevoir la visite n'importe quand et d'y boire ses derniers grands crus pour peu que l'on ait encore un estomac. Bon, Arcand a aussi doté son protagoniste cancéreux d'un fils millionnaire qui fait retaper la chambre de fond en comble. Pas très réaliste. En revanche, la mise en scène de la mort d'un baby-boomer s'inscrit on ne peut plus dans

l'air du temps. Cette génération s'imaginait en route vers la vie éternelle et la voici qui vieillit, pas forcément bien, à coups de Viagra, de médicaments anti-cholestérol et de pontages coronariens. Dur, quand même : on pensait atteindre l'âge de Mathusalem en forme, bronzé et bandé, et on chope le cancer à 55 ans. Tant pis. Après la belle vie, la belle mort.

La mort « tendance »

Oubliez un instant les petits jeunes qui font marcher diverses industries (du film, du disque, du string, du fond de culotte aux genoux et du nombril à l'air) grâce au fric des parents et aux politiques des compagnies émettrices de cartes de crédit. Les baby-boomers conservent le poids du nombre. Les démographes le clament depuis longtemps : l'avenir est dans les maisons de retraite et dans tout le reste qui se rapporte au vieillissement. Les économistes finissent aujourd'hui d'enfoncer le clou : nous entrons en pleine « golden era of death », dans un âge doré de la mort.

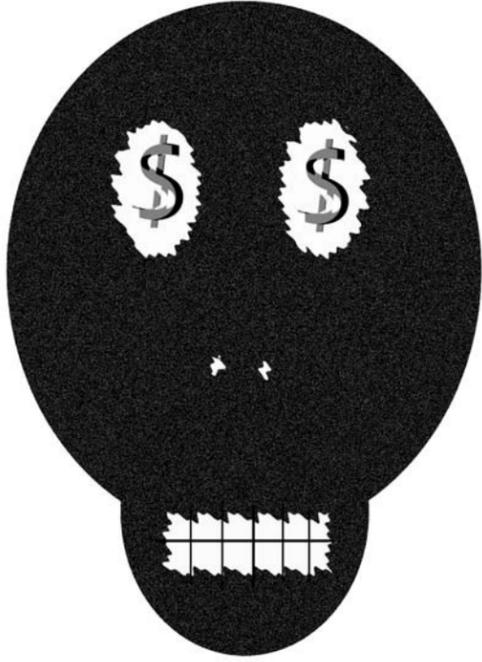
Les gestionnaires des systèmes de santé sont décidément de grands émotifs. Heureusement que leur font contrepoids ces gens de bon sens que sont les économistes, les industriels et les spéculateurs. Un tabou, la mort? Vous voulez rire. Ainsi donc après avoir vécu avec ostentation, les boomers mourraient en catimini? Tu parles, Charles. Les entreprises funéraires ont pensé vite, et misé juste. À cette génération de consommateurs compulsifs, elles offrent la mort comme un produit de consommation. En privilégiant le surmesure, le « à la carte ». Et ça marche car les boomers entendent bien affirmer leur individualité jusque dans la mort.

La vogue a commencé aux États-Unis. Ainsi, à partir de documents et de vidéos familiales, des entreprises montent un court métrage biographique sur le défunt qui sera présenté sur écran géant le jour des obsèques. Trop banal? Alors une mise en scène autrement élaborée s'impose : le défunt est confortablement installé, tout souriant, dans le décor de ses hobbies préférés, avec son attirail de pêche s'il était pêcheur, ou ses bâtons de golf, et ainsi de suite. Le client opte pour la crémation? Pas de problème. Les cendres seront expédiées au fin fond de la mer Égée

au terme d'une cérémonie grandiose, si telles sont les dernières volontés, à moins qu'elles ne soient serties dans un bijou : bague, pendentif, au choix. En somme, l'industrie offre des possibilités infinies à ces futurs feus qui ne veulent plus rien savoir des funérailles bâclées.

L'industrie de la mort se porte donc très bien, alors pour le tabou, on repassera. D'ailleurs certains signes ne trompent pas : ainsi de la diffusion de la série *Six Feet Under* (*Six pieds sous terre*), vite devenue culte, qui révèle les dessous d'une entreprise funéraire familiale. Tellement bien faite, cette série, que Fabienne Larouche doit sûrement plancher à une version kétéine pour nus-autres. Parlant de nus-autres, que dire de nos pubs locales? Même au Québec, l'industrie s'est déniaisée, et a par exemple montré un quinquagénaire souhaitant qu'au soir de ses funérailles, ses amis prennent un bon repas bien arrosé en mémoire de l'épicurien qu'il fut.

Un tabou, la mort? Encore un peu, et on croirait qu'il est du plus mauvais goût d'être en vie. Question: la télé-réalité finira-t-elle par s'emparer du sujet? Réponse : c'est à redouter, si s'ouvre un marché pour « la mort en direct » (référence à un titre de Bertrand Tavernier, comme l'auront noté les cinéphiles). Nous avons cessé de croire en l'au-delà, mais il serait naïf de cesser de croire en l'ici-bas et au pouvoir qu'ont les spéculateurs de tout récupérer, dès lors qu'ils subodorent un gain financier. Nous ne croyons plus en l'au-delà, mais nous avons besoin de transcendance. Alors nous lisons *L'Histoire de Pi*. Tout en nous maudissant de ne pas l'avoir écrit. Car elles sont rares, les occasions de frapper un grand coup médiatique – de devenir *rich and famous* – avec un projet qui relève d'une certaine noblesse de cœur. On mourra bien avant d'avoir réitéré l'exploit, allez!



RESTAURANT DE QUARTIER



PLUS DE 100
CHOIX AU MENU,
TERRASSE,
VERRIÈRE,
DÉJEUNER,
MENU MIDI,
TABLE D'HÔTE,
5 À 7,
METS POUR
EMPORTER

Qui a eu cette idée folle
Un jour d'inventer l'école
C'est ce sacré Charlemagne
D'autres en ont eu ras-le-bol
Un jour, ont cette idée folle
De ce charmant restaurant
Plein de babioles
Que l'on préfère
À ces bancs d'écoles

298, RUE SAINT-JEAN
RÉSERVATIONS : 647-3031
OUVERT DE 8 HRS À 23HRS



CD MÉLOMANE

ACHAT & VENTE
NEUF & USAGÉ

*Réparation et resurfaçage de
disques compacts et cd-roms*

248, Rue St-Jean,
QUÉBEC, G1R-1P1
Téléphone: (418) 525-1020
Télécopieur: (418) 525-5085
Courriel: cdmelomane@qc.aira.com

DISQUES COMPACTS/K7/33 TOURS